

Que se passe-t-il en Grèce ?

Dernièrement on n'en entend plus parler de la Grèce. On pense ainsi qu'elle a surmonté ses problèmes et qu'on nous ne dérangera plus avec. La vérité est que la situation continue de se détériorer, mais certaines personnes choisissent tout simplement de supprimer les faits.

L'état grec a accordé des prêts d'une valeur de 170 milliards d'euros pour recapitaliser ses banques et aider son budget. En même temps, le gouvernement grec s'est engagé à prendre une série de mesures qui contribuera à accroître la compétitivité, à devenir plus productif et à se redresser financièrement. Mais quelles sont toutes ces mesures ? Et quel est l'avantage de ces prêts ?



Les mesures prises

Mise en concurrence. Pour qu'un pays soit compétitif, il doit pouvoir vendre ses produits à moindre coût. Une façon d'y arriver est de réduire les dépenses pour le paiement des travailleurs.

Ainsi, des mesures ont été prises pour la réduction des salaires et l'augmentation des heures de travail. Les CDI ont pratiquement disparu. Il est devenu plus facile pour les entreprises de licencier des travailleurs, et les employés sont obligés d'obéir à tous les ordres de l'employeur.

Actuellement le salaire minimum est de 510,95 euros pour un nouvel employé, il a diminué de 22%. Un ingénieur payé 1200 euros par mois pour 10 heures de travail par jour est considéré bien payé.

Pour que le patron n'ait pas d'obligations par rapport à ses employés, un nouveau type de « contrat » est conçu : au lieu d'un contrat CDI ou CDD, le travailleur fournit ses services en tant que partenaire et pas en tant qu'employé de la société.

L'employeur n'est donc pas obligé de payer les congés ou les primes sociales à l'employé. Il l'utilise quand il veut sans horaire fixe et bien sûr l'employeur peut licencier son employé tout simplement en lui disant d'arrêter leur partenariat. Dans ce contexte, le taux de chômage officiel (taux calculé, toujours inférieur au réel) a atteint 26,4% en Décembre 2012 et le taux de chômage des jeunes de 15-24 ans s'élève à 57,5%.

En même temps, les travailleurs, par peur du licenciement, sont contraints d'accepter des augmentations des heures de travail, des augmentations de la charge de travail et des réductions de leur salaire.

Vente des services publics et privatisations.

Les biens sociaux (l'eau, les télécommunications, l'électricité, les trains) étaient gérés par des entreprises publiques qui étaient peu chères et qui fonctionnaient pour le bénéfice des citoyens.

Sous couvert d'être nuisibles pour l'économie, ces sociétés publiques sont en vente ou ont déjà été vendues à très bas prix à des entreprises privés. En même temps, des terrains publics, des ports et même des îles se vendent à des prix dérisoires.



Réduction des charges publiques. Afin d'économiser de l'argent pour payer les dettes, l'état grec a baissé les dépenses sociales, par exemple des retraites, des hôpitaux (diminution du personnel et du matériel médical entraînant une augmentation des décès dans les hôpitaux) et les dépenses pour l'éducation publique (ce qui baisse le nombre d'étudiants ayant accès à l'enseignement universitaire, et ce qui baisse le niveau culturel des grecs).

Les conséquences

Dans ce contexte, 20,1% de la population totale vit en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 7 178 euros par an pour un individu et à 15 073 euros pour une famille. La Grèce a le pourcentage le plus élevé de pauvres et de personnes socialement exclues (27,7%) parmi les pays de l'UE-27, après la Bulgarie, la Roumanie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie et la Pologne.

Il est maintenant clair que toutes ces mesures ne sont pas prises pour la réduction de la dette ou le «rétablissement» et l'« assainissement » de l'économie. Elles sont prises pour créer une nouvelle réalité où le capital local et les investisseurs étrangers trouveront des nouveaux territoires à exploiter et les travailleurs seront transformés en esclaves sans droits aux soins de santé, à un salaire correct, et à une vie digne.

Les prêts que la Grèce a pris engagent l'état pour plusieurs décennies, l'obligent à suivre des ordres de l'Union Européenne, et à accepter des accords contre ses intérêts. Tout ceci lui fait perdre son indépendance et sa capacité à s'autodéterminer.

Peut-on dire que toutes ces mesures contribuent à la lutte contre la crise financière ? Bien sûr ! Ceux qui ont construit toutes ces mesures fournissent une solution à leur crise. Ils trouvent des nouveaux marchés, des travailleurs pas chers, des territoires à exploiter. C'est ça la solution pour eux. Jeter le poids de la crise qu'ils ont créé sur le dos du monde !

Les méthodes du gouvernement

Afin d'imposer cette nouvelle réalité, sans rencontrer d'obstacles, le gouvernement grec a construit un système d'apaisement social et de répression.

Quotidiennement les medias cultivent la peur disant que si on ne prend pas de nouvelles mesures le pays risque de faire faillite. Les politiciens promettent à chaque fois que les mesures qu'ils prennent seront les dernières à prendre. Ils disent que c'est pour le bien de l'économie et du peuple.

Et comme si cela ne suffisait pas, on cultive chez les citoyens européens l'impression que les grecs sont des voleurs et des paresseux, pour éviter qu'ils

les soutiennent ou qu'ils soient solidaires. Dans le même temps, les tentatives de résistance contre l'austérité de la part des employés, des chômeurs et des étudiants en faisant des grèves et des manifestations, rencontrent une violence policière très intense.



Pendant les manifestations, il y a systématiquement utilisation des gaz lacrymogènes, des matraques et des arrestations. Cette violence peut même entraîner la mort : il y a eu 2 morts par asphyxie dans les 3 dernières années.

Mais... pourquoi se soucier de l'état de la Grèce quand d'autres pays vivent dans une crise permanente ? Le phénomène de la Grèce n'est pas isolé de la France, l'Allemagne et d'autres pays européens.

Chaque fois que le capitalisme se trouve en crise, afin de se sauver, il exploite plus intensivement ses travailleurs et les pays faibles qui ont à offrir des richesses naturelles et de la main d'œuvre. Ainsi, le capitalisme se retourne même contre les peuples des pays les plus forts.

Tout ce que les peuples ont acquis avec leurs propres luttes (libertés, droits sociaux, droits du travail), les capitalistes le récupèrent. Nous voyons que, petit à petit, tout ce que les Grecs subissent arrive en France. C'est pourquoi nous devons nous unir et dire un grand NON à cette attaque...

ΔΕΝ ΘΑ ΠΛΗΡΩΣΟΥΝ ΟΙ ΛΑΟΙ ΤΗΝ ΚΡΙΣΗ ΤΟΥ ΚΕΦΑΛΑΙΟΥ



Contact et inscription mailing-list :
escargots.solidaires@yahoo.fr
Plus de textes :
escargotssolidaires.noblogs.org

Merci à la diaspora grecque pour ce texte.